



# NOUVELLES DE SOCIAL WATCH

Nouvelles 20 - 21 Janvier, 2011



## [Haïti: Un an après le séisme](#)

Un an après le tremblement de terre qui a frappé Haïti le 12 Janvier 2010, diverses organisations - compris Plataforma 2015 y Más, point focal de Social Watch en Espagne - sont tenus à Madrid une conférence pour évaluer le sort qui a été donnée à la coopération internationale dans ce pays des Caraïbes. Dans une vidéoconférences d'Haïti, Camille Chalmers a déclaré que le modèle économique national est basé sur la spéculation, sans le nécessaire investissement dans l'éducation et les infrastructures.

*Lire plus*

## [Vers le G-20](#)

Les représentants d'une cinquantaine d'acteurs de la société civile réunis par Coordination SUD, l'un des points focaux de Social Watch en France, se rencontrent cette semaine à Paris avec but d'établir une position commune avant la prochaine activités des G8 et G 20.

*Lire plus*

## [Deuxième rapport Européen de Social Watch](#)

Le deuxième rapport de Social Watch dédié à l'Europe sera présenté public le 1er février 2011 au siège du Parlement Européen à Bruxelles. "Le temps d'agir: Faire face à la pauvreté, l'exclusion sociale et l'inégalité en Europe et au-delà » est le titre du rapport, et ceux réponses de la société civile seront discutées le jour précédent par des watchers de tout le continent. Pendant cette réunion seront examiner les activités des coalitions européennes de Social Watch au niveau régional et international et la préparation de l'Assemblée General au 2011, prévue pour Juillet à Philippines.

*Lire plus*

## [Prochaine gare : Dakar](#)

Le Secrétariat de Social Watch Social organise, dans le cadre du Forum Social Mondial qui aura lieu à Dakar, Sénégal, du 6 au 11 février, le lancement du Rapport 2010 de SW en anglais, français et arabe (avec ANND) l'atelier « Penser le futur, vers des modèles alternatifs bien-être et développement » (avec Global Policy Forum Europe, FES et Third World Network Afrique), entre d'autres activités.

*Lire plus*

## [La Tunisie : La Révolution du Jasmin](#)

Le président Ben Ali a abandonné la Tunisie le 14 janvier, en s'enfuyant de la révolte citoyenne qui a paralysé le pays pendant quatre semaines. Le destin de l' appelée « Révolution du Jasmin » est encore incertain, mais le premier ministre Mohamed Ghannouchi s'est engagé le 17 à libérer les prisonniers politiques et à alléger les restrictions qui limitent les actions de la Ligue tunisienne pour la Défense des Droits de l'homme, point focal de Social Watch Social dans ce pays. (Texte au complet en anglais)

*Lire plus*

## [Haïti commence par H](#)

Les participants la conférence « Haïti commence par H » ont montré le 12 janvier une vision de Haïti et de la tragédie du séisme très différente de la predominante.

La journaliste Olga Rodriguez, modératrice de la table ronde effectuée dans le Cercle de Beaux Arts de Madrid, s'est demandé pourquoi l'aide internationale est tellement mal gérée. « Ce qui arrive tous les jours n'est pas une nouvelle. Les inégalités entre riches et pauvres ne sont pas une nouvelle parce qu'elles se produisent tous les jours », a dit

Rodriguez, qui se demande pourquoi des élections dans cette situation ont été convoqués et pourquoi on n'a pas permis la participation du parti avec d'autre appui populaire.

En vidéo-conférence depuis Haïti, Camille Chalmers, directeur exécutif de la Plate-forme pour un Développement Alternatif (PAPDA), a déclaré que le modèle économique haïtien est basé sur la spéculation et que le pays devrait investir en éducation et infrastructures, entre d'autres secteurs, ainsi que rompre la dépendance avec des « acteurs externes » et favoriser la gestion publique des services essentiels pour la population.

Le sociologue de l'Université d'Alicante Carlos Gómez Gil a considéré que quelques rapports de presse, qui questionnent la gestion de l'aide au développement, ensemencement dans le monde une image de la société haïtienne comme corrompue.

Giulia Tamayo, d'Amnistie Internationale, a fait remarquer diverses violations des droits humains des femmes et des filles haïtiennes contre lesquelles ils ont agi --selon lui, de manière absurde-- par la militarisation des gestions pour pallier la catastrophe.

En outre, il a soutenu que le gouvernement ne se préoccupe pas de la situation du peuple mais à peine de son agenda politique.

María Sande, de Solidarité Internationale, a analysée la couverture de la presse nationale sur le séisme qui, dans son évaluation, projetait une image passive ou violente du pays, laquelle servait d'argument à ce qu'en réalité fut une autre occupation militaire qui a ouvert les portes à l'interférence étrangère. Sande a indiqué que, en réalité, se furent des réseaux sociaux formés par les voisins eux-mêmes ceux qui ont organisé l'aide et ont organisé des campings avec sécurité. Le peuple a été organisé dès le début avant que n'arrive personne, il a assuré.

Une autre donnée qui est sortie dans les interventions du public a été que pendant l'année dernière, on a utilisé 70 millions d'euro de l'aide pour financer des entreprises privées de gestion de l'eau.

De la convocation de la conférence à Madrid ont participé ACSUR-Las Segovias, Assemblée Féministe, Campagne Qui Doit Qui, Écologistes en Action, Forum de Politique Féministe, IEPALA, Mundubat, Plate-forme 2015 et Ms, Solidarité Internationale, Sotermun, Las Tejedoras, Vétérinaires Sans Frontière.

Sources : Journal la República.es, de l'Espagne, et Plataforma 2015 y Más

### [La société civile internationale definira des priorités communes](#)

Alors qu'en France les regards se tournent déjà vers les élections 2012, il est un rendez-vous politique mondial à ne pas manquer en 2011 : les sommets des G8 et G20 sous présidence française. Le développement sera à l'agenda, avec notamment les questions des financements innovants et de la volatilité des prix agricoles. En amont de ces sommets internationaux cruciaux, plus d'une cinquantaine d'acteurs de la société civile du monde entier, réunis par Coordination SUD, s'organisent, pour porter d'une même voix les questions de solidarité internationale et la vision d'une économie et d'un système financier au service des citoyens.

« Le G20 a décidé que les ministres des Finances travailleraient sur les propositions de financements innovants, » a dit en décembre Nicolas Sarkozy. « Le spectre de la pénurie mondiale se profile et avec lui la spéculation mondiale et des émeutes de la faim peuvent se produire. J'ai aussitôt demandé à Bruno Le Maire de réunir au cours du premier semestre 2011 les ministres de l'agriculture du G20 pour travailler sur des propositions visant à répondre à ces problèmes. » a dit après, le 18 janvier.

Nicolas Sarkozy pose depuis plusieurs mois l'agenda des sommets, où les problématiques de développement se déplacent petit à petit du G8 à l'instance plus large qu'est le G20.

Le Président Nicolas Sarkozy a donné lundi 24 janvier le coup d'envoi du « G20-G8 France 2011 » lors d'une conférence de presse à l'Élysée. Les 26 et 27 mai, le sommet du G8 se réunira à Deauville ; les 3 et 4 novembre à Cannes celui du G20. Mais les sommets passent, et les crises économique, financière, écologique et sociale persistent. Les derniers G8 et G20 (à Muskoka et à Séoul) n'ont apporté aucune réponse durable à ces crises.

Afin de travailler les grandes priorités à porter auprès des décideurs internationaux, des organisations de la société civile du monde entier se réunissent à Paris les 27 et 28 janvier prochains, dans le cadre d'un séminaire international du groupe de travail sur le G8 G20 (G8 G20 Working Group) animé par Coordination SUD, avec le soutien de la coalition AMCP 3 (Action mondiale contre la pauvreté). Le groupe de travail sur le G8 G20 est un réseau informel de

300 organisations de la société civile (ONG, centre de recherche, plates-formes, etc.) qui se rencontre une fois par an en amont des sommets, afin de favoriser la construction de positions communes. Au programme de cette rencontre : une réflexion commune sur l'évolution du G8 vers le G20 et sur la gouvernance mondiale et une nouvelle étape vers la coordination d'initiatives de plaidoyer en France et à l'international.

Coordination SUD et les organisations de la société civile participant à l'événement (voir liste cidessous) se tiennent à la disposition des journalistes durant ces deux jours à Paris, pour faire part de leurs attentes pour les G8 et G20 sous présidence française. Coordination SUD poursuivra tout au long de l'année une coordination des prises de positions des ONG françaises dans le cadre des G8 et G20, avec la coalition AMCP), en lien avec les plates-formes et réseaux thématiques, et avec la mobilisation citoyenne.

*Source : Coordination SUD*

*Contact presse : Marie Bessières, [bessieres@coordinationsud.org](mailto:bessieres@coordinationsud.org)*

### [Temps pour l'action \(et pour le débat\)](#)

Le deuxième rapport européen de Social Watch sera publié le 1 février dans le siège du Parlement Européen.

Le rapport se concentrera sur l'exclusion sociale, en liant les dimensions internes et externes du phénomène, ainsi que sur la réponse de l'Union Européenne .

Le lancement du volume sera effectué entre 13 et 15 heures.

Le rapport, intitulé « Time for Action : Responding to Poverty, Exclusions Social and Inequality in Europe and Beyond » (« Temps d'agir : Répondre à la pauvreté, l'exclusion sociale et l'inégalité en Europe et au -delà »), sera disponible en ligne dans le site internet des Coalitions Européennes de Social Watch, sur [www.socialwatch.eu](http://www.socialwatch.eu).

Le jour précédent, le 31 janvier, watchers de toute la région se réuniront, aussi à Bruxelles, pour examiner comment fortifier l'action des Coalitions au niveau régional et international. Il y aura des tables rondes et des débats sur les affaires politiques clé, de manière d'identifier des actions concrètes pour développer pendant les deux ans prochains, entre elles :

- Le potentiel des Coalitions pour coordonner des réponses communes ;
- L'identification de secteurs spécifiques d'intérêt commun ;
- L'identification d'occasions de fortifier des activités communes à développer en Europe comme Social Watch ;
- Les préparatifs pour l'Assemblée Générale de Social Watch pour cette année, qui aura lieu en juillet aux Philippines ;
- L'identification d'outils internes et externes pour fortifier les activités de Social Watch (par exemple, site internet et bulletins électroniques) ;
- La possible organisation d'ateliers pour fortifier la capacité stratégique du réseau au niveau européen dans le long terme ;
- La divulgation du rapport européen de Social Watch ;
- La formation d'alliances.

*(Pour plus d'information, contactez à Yvette Pierret : [ypierret@eurostep.org](mailto:ypierret@eurostep.org)).*

### [Social Watch à Dakar](#)

Activités organisées ou co-organisées par le Réseau Social Watch à Dakar, Sénégal, pendant le Forum Social Mondial:

#### *Thinking ahead: Towards a New Development Paradigm*

We find ourselves at a crucial point in time – fast approaching the 2015 deadline for the MDGs, while preparing for the 2012 Conference on Sustainable Development. Today's unprecedented coincidence of global crises – economic, financial, food and climate – reveals the dead end to which the dominating models of development have led us. It is now time to break old ground, to draw lessons from these crises and to fundamentally rethink our goals and measures of development and social progress – in the North and South.

Organized by: Social Watch, FES – Dialogue on Globalization, Global Policy Forum Europe, Third World Network Africa

Date: February 8, 12:30 to 15:30

*After the Fall: Time for a New Deal - A debate on the emerging global agenda*

Why is "more of the same" not the solution? What works? How do we link social development with the climate, food and financial crises? Based on the findings of coalitions in over 60 countries, the Social Watch Report concludes that a "New Deal" is necessary... and possible! The reality of poverty and inequities, as perceived from communities and grassroots is different from the view from the top. An open debate with some of the key authors of the Social Watch report on why the Millennium Development Goals are not being met and what opportunities are emerging after the crises.

Date: February 8, 16:00 to 19:00

*Après la chute. Changeons les règles du jeu - Un débat sur l'agenda mondiale émergente*

Pourquoi « encore la même chose » n'est pas la solution? Qu'est-ce qui fonctionne? Comment est-ce que nous relierons développement social avec les crises du climat, des aliments et financières? Basé sur les résultats des coalitions dans plus de 60 pays, Social Watch conclut qu'un « New Deal » est nécessaire... et possible! La réalité de la pauvreté et les inégalités, comme aperçues par les communautés et au niveau local est différente des opinions du haut en bas. Un débat ouvert avec certains des principaux auteurs des Rapports de Social Watch sur pourquoi les Objectifs du Millénaire pour le Développement ne sont pas atteints et quelles opportunités émergent après les crises.

Date: Février 9, 12 :30 to 15 :30

*Time for a New Deal – The Arab region and the emerging global agenda*

An open debate

Will the Jasmine Revolution in Tunisia mark a new era for the Arab region? An open debate with some of the key authors of the Social Watch report on the new regional and global perspectives.

Why is "more of the same" not the solution? What works? How do we link social development with the climate, food and financial crises? The reality of poverty and inequities, as perceived from communities and grassroots is different from the view from the top. Why are the Millennium Development Goals not being met and what opportunities are emerging after the crises? Is sustainable development possible in the Maghreb and Majrek?

Arab NGO Network for Development (ANND) and Social Watch

Date: February 9, 16:00 to 19:00

*Social Watch Network Meeting*

Get to know other members and find out how your organization can get involved with the global Social Watch network. Open to all current and potential Social Watchers.

Date and venue: to be confirmed

For more information: [www.socialwatch.org](http://www.socialwatch.org) or [anaclau@socialwatch.org](mailto:anaclau@socialwatch.org)

## [The Jasmine Revolution](#)

By Roberto Bissio\*

"It's a victory of us all!" comments with joy Souahyr Belhassen, president of the International League for Human Rights. The Tunisian chapter of her organization, which is also the local focal point of Social Watch, has just been legalized by the interim government of Mohamed Ghannouchi. An amnesty law is imminent and three days of mourning have been declared to honour the at least five dozen people that died during the strikes and street protests of the last four weeks.

Not long ago the Ben Ali administration seemed so solid that in March 2008 the United States ambassador Robert Godec reported to the Bush administration that the President of Tunisia was a "moderate" who was offering "unqualified support" in the fight against terrorism. However in July 2009, in one of his last communiqués from Tunisia, Godec told Hillary Clinton that the regime ought to be a close ally, "but this is not the case". The outgoing ambassador added that "President Ben Ali is getting old, his regime is paralyzed and there is no clear successor. The Tunisian people are frustrated at their lack of political freedom and furious at the corruption in the President's family, high unemployment and sharp inequalities between different regions".

The secret State Department cables that Wikileaks has made public are adding fuel to the flames of frustration. A website called "tunileaks" has been set up to disseminate secret reports that deal with Tunisia, and these are grouped in four categories: "Security", "Politics", "Guantanamo" (Ben Ali offered to take some of the detainees) and "family affairs", which is the spiciest section as it contains detailed information about the President's entourage.

One of these cables, "What's yours is mine", explains how in 2006 two of the President's nephews took a yacht belonging to a French businessman. The cables describe the "quasi mafia" that governed the country and provide

details on how the governing family manoeuvred to seize control of Tunisia's most profitable bank, and how Ben Ali himself ended up with half the shares in a private university.

In July 2009, Godec dined with Mohamed Sakher el-Materi, President Ben Ali's son-in-law, at his summer mansion at Hammamet, which is decorated with Roman columns and frescoes. The ambassador lists some of the things on the menu that night, including ice cream that was brought in specially from Saint-Tropez on the French Riviera. He also gives the name of one of his host's pets, a tiger that consumes four chickens a day, and he says this reminds him of the lion that Uday Hussein, Saddam's son, kept as a pet.

The change of regime in Iraq was brought about by armed intervention and was very costly in terms of human life and material damage, but in Tunisia the change was the result of a generalised people's rising that was led by the students, the unions and the middle class.

In 2005 the Tunisian government hosted the World Summit on the Information Society, which dealt with the question of how the Internet can contribute to development, but this same government has a long record of blocking opposition web sites and sending students to jail for publishing their opinions in blogs. However, they were unable to prevent the diffusion the Wikileaks revelations, which were passed by word of mouth and e-mail to facebook. Phone messaging played a part in how the street demonstrations were organized. In a country where the opposition parties had organizational capabilities severely constrained by repression, the unions and the NGOs played a key role. The Jasmine revolution was televised to all the neighbouring live and it has infused with new hope a region that seemed strangled to inaction in the dilemma between authoritarians and fundamentalists.

*\* Coordinator of Social Watch.*

SOCIAL WATCH est un réseau international d'organisations de la société civile qui luttent pour atteindre l'équité de genre et l'éradication de la pauvreté ainsi que ses causes.

[Social Watch >>](#)

Pour envoyer votre commentaire sur ce bulletin d'informations:

[socwatch@socialwatch.org](mailto:socwatch@socialwatch.org)

Si vous ne voulez pas recevoir les prochaines nouvelles de SW svp répondez cet e-mail en écrivant «me désabonner» à :

[sw-actualite-request@listas.item.org.uy](mailto:sw-actualite-request@listas.item.org.uy)

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien financier de l'Union européenne et d'Oxfam Novib



Le secrétariat international de Social Watch reçoit également le soutien de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.

Social Watch est le seul responsable du contenu de la publication et en aucun cas celui-ci ne reflète les points de vue de l'Union européenne, d'Oxfam Novib ou de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.